



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 337 du 02 juin 2024

**Un geste de conviction, de fierté, de révolte
Contre le capitalisme et la guerre
Pour la solidarité internationaliste
Pour des États-Unis socialistes d'Europe
Votons révolutionnaire !**

Le 9 juin, dans les 27 pays de l'Union européenne auront lieu les élections au Parlement européen. Ces élections n'ont rien de démocratique, encore moins que les élections nationales. Leur Europe est une construction par en haut, bureaucratique aboutissement de longues négociations entre les différents États soucieux de préserver leurs prérogatives. Elle n'a d'autre fonction que de servir les intérêts des multinationales et des banques en gérant au mieux pour elles leurs rivalités et concurrence tout en leur offrant un marché. La seule fois où la volonté commune des différents États a pu être contestée par le non au référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen, « *la concurrence libre et non faussée* », le sommet de Lisbonne, peu de temps après, imposait ce qui avait été rejeté par le vote !

Quelle que soit l'issue des élections du 9 juin, la commission européenne réunissant les représentants des différents gouvernements continuera à gérer les affaires au mépris des intérêts du monde du travail. Les politiciens des partis institutionnels qui s'affrontent dans des débats inaudibles à mille lieux des préoccupations et difficultés des classes populaires gèrent, eux, leur plan de carrière.

Pour nous, ces élections sont l'occasion de nous faire entendre, d'affirmer nos convictions, un geste de fierté, de dignité, de classe contre la minorité capitaliste, les privilégiés, de faire entendre et voir les invisibles, ceux qui produisent tout, font marcher la société et qui devraient la diriger.

Cette Europe du capital est une entente entre brigands sur le dos des peuples

Les politiciens l'ont promotionnée en parlant de paix, d'entente entre les peuples, de bien-être et de démocratie. Elle devait être un moyen de protéger les populations face à la mondialisation capitaliste financiarisée. Il n'en a rien été. Elle n'a jamais été autre chose qu'un instrument pour les multinationales, le capital, pour faire face à cette concurrence mondialisée et exploiter au plus rentable les

travailleurs pour cela. Les vieilles puissances impérialistes et coloniales qui l'ont impulsée sous la houlette des USA après la folie barbare des deux guerres mondiales voulaient défendre leur position dans le monde alors que leur domination coloniale s'effondrait. L'UE est aujourd'hui l'alliance des grandes puissances européennes dans le cadre de l'Otan dirigée par les USA pour faire face à la concurrence des puissances émergentes.

Cette alliance de brigands capitalistes n'a pas apporté le progrès dont elle se revendiquait, pas plus sur le terrain social -elle n'a même pas garanti un smic européen, ni même garanti le droit des femmes à disposer de leur corps, le droit à l'IVG- que sur le plan démocratique ou de la coopération entre les peuples.

Seuls les industriels, l'agrobusiness en ont profité alors que les travailleur·ses des villes et des campagnes, celles et ceux qui produisent, payent le prix d'une politique au service de la rentabilité financière, des profits.

L'Europe capitaliste en crise face à une mondialisation à bout de souffle

Aujourd'hui, le capitalisme financiarisé mondialisé est au bord de la faillite. Les vieilles puissances capitalistes d'Europe sont confrontées non seulement à la concurrence des puissances capitalistes émergentes, en particulier la Chine, mais aussi à celle des USA et à leurs propres rivalités.

Pour maintenir leurs profits, pour nourrir l'explosion spéculative des bourses, le capital et les États qui le servent surexploitent et le travail humain et la nature.

Ici, comme dans les autres pays de l'UE, l'inflation ronge les salaires pour maintenir ou accroître les bénéfices. Les inégalités s'aggravent, les actionnaires du CAC40 empochent les dividendes et les revenus des grands patrons atteignent des sommets.

Les services publics, en particulier la santé, les services sociaux et l'éducation, sont sacrifiés au nom de la lutte

contre les déficits, la dette qui sert à subventionner le grand patronat.

Ici, comme partout, le monde du travail recule sous les coups d'un capitalisme prédateur. Après la réforme des retraites, le gouvernement accentue ses attaques contre les chômeurs et les précaires, les victimes sont désignées comme coupables et responsables ! Les drames sociaux se multiplient, la violence sociale, la violence contre les femmes, les discriminations de genre et de sexe augmentent, la politique sécuritaire et répressive fait des ravages.

Macron-Le Pen, Attal-Bardella, au service du patronat et des classes privilégiées

Les médias aux ordres, propriétés des Bolloré, Bouygues, Dassault et autres Arnault, mettent en scène la dédramatisation du Rassemblement national qu'ils désignent comme le parti dominant, aux portes du pouvoir, et voudraient nous faire croire que Macron et sa candidate en pleine déroute seraient le seul moyen de lui barrer la voie. Le duel Attal-Bardella, Premier ministre et postulant Premier ministre, a une nouvelle fois démontré que Macron ne prétendait barrer la route à Le Pen qu'en faisant... sa politique. Avec Macron vous avez une idée de ce que sera la politique de Le Pen, Macron en pire. Il serait illusoire de croire que le vote RN pourrait changer les choses du simple fait que Le Pen n'a jamais été au gouvernement. Elle entend profiter du discrédit de la droite et de la gauche institutionnelle pour satisfaire ses ambitions, accéder au pouvoir mais l'extrême droite sera tout aussi servile à l'égard des classes dominantes que ses prédécesseurs et encore plus méprisante, arrogante à l'égard du monde du travail, xénophobe, raciste, sexiste et masculiniste en défense du patriarcat.

L'ensemble du monde politique institutionnel dérive de plus en plus à droite. Nationalisme, protectionnisme, xénophobie deviennent consensuels, le militarisme, un lieu commun, les plus démagogues et cyniques rivalisent pour ramasser les fruits pourris des surenchères réactionnaires.

Contre l'Europe forteresse, notre solidarité de classe sans frontière, liberté de circulation et d'installation

C'est ainsi que la question de l'immigration devient le principal sujet d'actualité, centre d'un débat sans fin, pervers, qui n'a d'autre but que d'alimenter la propagande xénophobe et raciste, entretenir les préjugés, nourrir les craintes voire les peurs délirantes. Les migrants sont désignés par beaucoup comme des boucs émissaires responsables du chômage, des bas salaires, de la délinquance, cynique propagande mensongère contre celles et ceux, enfants, femmes, hommes qui fuient la misère, la répression politique, la guerre, les ravages du capitalisme et n'ont d'autres choix que de risquer leur vie pour, ici, subir l'exploitation de patrons sans scrupules.

Ils sont nos sœurs et nos frères de classe. La classe ouvrière de ce pays comme dans le monde connaît de mul-

tiples origines. Les migrations sont une constante de l'histoire de l'humanité, elles sont une richesse contrairement aux préjugés bornés et stupides des racistes.

Le nationalisme et la xénophobie sont entretenus par les démagogues au service de la bourgeoisie pour diviser et asseoir leur pouvoir sur les classes populaires et les enchaîner à l'exploitation sous la domination de la minorité qui dirige et possède l'économie. Une façon aussi de masquer leur responsabilité dans la dégradation des conditions d'existence du plus grand nombre et de détourner, de dévoyer la colère.

L'accueil des migrants, la garantie de la liberté de circulation et d'installation des personnes est une question d'organisation, de choix politique et social. Les richesses et les moyens d'accueil existent pour y répondre. C'est aussi le besoin d'en finir avec une société injuste, inhumaine, incapable de respecter la vie humaine, de la garantir. Cette société de classe, leur société a fait son temps et doit laisser la place à un monde fondé sur la solidarité et la coopération.

Contre la politique coloniale de l'État français, garantir le droit des peuples à l'autodétermination

La xénophobie contre les migrants, le racisme sont un poison mortel hérité de l'époque coloniale quand la France dominait, exploitait, pillait des peuples d'Afrique, d'Asie, l'Algérie, l'Indochine avant que les révolutions anticoloniales ne chassent l'État et l'armée français vaincus. Mais non seulement les grandes puissances ont perpétué leur domination économique mais la France a perpétué sa domination coloniale aux Antilles, à la Réunion, en Kanaky, appelée la Nouvelle Calédonie. La révolte du peuple kanak le montre, la répression policière de la France a aussi rappelé les vieilles traditions de ce pays.

Macron doit retirer sa loi et le peuple kanak doit pouvoir choisir son avenir.

Notre propre liberté, la défense de nos propres droits démocratiques, ici, en métropole, passent par le respect du droit à l'auto-détermination des peuples.

Non à la guerre génocidaire de l'État sioniste, des USA et de leurs soutiens

C'est pourquoi aussi les travailleur.es de ce pays défendent le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et que la position de l'État français, de Macron et de l'extrême droite refusant de reconnaître l'État palestinien est criminelle.

Quelles que soient leurs réserves humanitaires hypocrites, ils soutiennent la guerre génocidaire de l'État sioniste, aboutissement de 75 ans de guerre permanente contre le peuple palestinien. Cette guerre sans fin obéit aux intérêts des USA et des puissances occidentales dont Israël est l'instrument, le bras armé et financé pour maintenir leur domination sur le Moyen-Orient et leur contrôle du pétrole.

Contre l'Europe de la guerre, l'Europe de l'Otan, une Europe de la paix

Et ce sont les mêmes qui invoquent le droit des peuples pour justifier leur soutien sans limite à l'Ukraine dont Zelensky et les oligarques marchandent la vie du peuple, chair à canon dans une guerre par procuration contre le dictateur Poutine et ses projets expansionnistes grand-russes. Les peuples d'Ukraine ne se battent pas pour leur liberté, ils sont les fantassins de la guerre des puissances occidentales sous la direction des USA dans leur offensive pour maintenir leur hégémonie mondiale.

Depuis le début de cette guerre par procuration, les gouvernements européens sont engagés dans un réarmement qui ne profite qu'aux marchands de canon. Macron se fait le champion de cette politique folle. Réarmement, Europe de la défense, possible engagement militaire direct au sol dans la guerre sont ses sinistres refrains. Il veut nous préparer à la guerre pour le compte des capitalistes occidentaux, une guerre dont la guerre d'Ukraine ou la guerre d'Israël sont les premières étapes avec en ligne de mire la Russie, l'Iran, la Chine. Ces guerres ne sont pas les nôtres.

Pas un euro, pas un homme, pas une arme pour leurs guerres criminelles ! L'ennemi est dans notre pays !

Pour répondre à la catastrophe écologique en cours, révolutionner la façon de produire, en finir avec le capitalisme

Cette folle fuite en avant mortifère des puissances capitalistes occidentales pour perpétuer leur domination, le développement sans fin de la production sous le fouet de la concurrence sans autre objectif que d'accroître les profits d'une minorité parasite ont un coût exorbitant pour l'humanité dont la catastrophe écologique en cours est la manifestation brutale perceptible sur toute la planète.

S'en protéger, y répondre, éviter son aggravation n'a rien à voir avec les politiques dites de transition écologique qui visent à financer les profits capitalistes sans pouvoir espérer la moindre amélioration.

Il ne peut y avoir de réponse sans révolutionner la façon dont l'humanité produit et échange ce dont elle a besoin. La mondialisation et le développement des techniques rendent archaïque et nuisible leur mode de production dévastateur fondé sur la propriété privée capitaliste et les États nationaux qui la protègent, sur la concurrence et le profit. L'avenir de l'humanité ne peut reposer que sur une économie fondée sur la propriété collective, la planification démocratique en fonction des besoins de la population, le respect des contraintes écologiques et qui réconcilie l'homme et la nature en mettant fin à leur exploitation.

Pour des États unis socialistes d'Europe

La lutte contre la catastrophe écologique, contre la guerre et pour la paix, pour le bien-être et la démocratie, l'égalité des sexes, la liberté ne peut rester enfermée dans le cadre étouffant des frontières. Les bourgeoisies qui prétendaient

construire l'Europe ont échoué, non seulement leur politique mais les bases matérielles, économiques de leur domination sont dépassées, condamnées par l'évolution des sciences et des techniques, les progrès humains, la mondialisation qui créent les conditions d'un nouvel ordre social, socialiste, communiste.

Notre classe, celle des travailleur.ses, des prolétaires a tout à perdre à la perpétuation de la propriété capitaliste et des privilèges nationaux. Elle a tout à gagner à la réorganisation de la société pour en finir avec l'exploitation et son cortège de misère, de souffrances, de guerres et de catastrophes naturelles.

Leur Europe avortée, minée par leurs rivalités et concurrence est l'arène de nos luttes sociales et politiques pour construire une autre Europe, une fédération d'États socialistes où celles et ceux qui produisent les richesses et font marcher la société auront le pouvoir de décider et de contrôler pour œuvrer à la construction à l'échelle mondiale d'une société libérée de la barbarie de l'exploitation, une société socialiste, communiste.

Nous organiser, faire de la politique pour changer le monde

Par-delà l'épisode des élections, l'enjeu des semaines et mois à venir sera de nous donner collectivement les moyens de mener la bataille sociale et politique contre les nouvelles attaques de Macron et du CAC 40, contre l'extrême droite, contre la politique coloniale de l'État français, contre les guerres dont les principaux auteurs sont bien les puissances de l'Otan dont la France, nous donner les moyens de faire vivre la démocratie dans l'objectif de révolutionner la façon dont sont produits et échangés les biens nécessaires à l'humanité, d'en finir avec l'économie de marché et du profit, de l'exploitation du travail humain et de la nature.

Dans le pays et à travers le monde une nouvelle génération se soulève face à la faillite capitaliste, la guerre et la catastrophe écologique.

Nous avons besoin de rassembler nos forces, d'unir notre camp social et politique en un mouvement des travailleurs, un parti démocratique, socialiste et communiste, révolutionnaire.

La gauche a fait faillite. Intégrée à l'ordre établi elle a semé la démoralisation et contribué à ouvrir la voie à l'extrême droite. Le monde du travail, les femmes, la jeunesse ont besoin de leur propre parti indépendant des partis institutionnels et des jeux parlementaires, un parti pour défendre au quotidien nos droits et préparer l'affrontement avec les classes capitalistes, l'État et les institutions qui les servent et défendent leurs intérêts.

Ce parti nous le construirons sur nos lieux de travail, de vie et d'étude en rompant avec les concurrences et rivalités électorales vaines et étrangères aux intérêts du monde du travail.

**Plus nombreuses seront les voix
qui se porteront sur les candidat-es révolutionnaires
plus notre geste sera un encouragement à relever la
tête pour relever le défi de changer le monde !**

Démocratie Révolutionnaire